

TARKETT

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 318.613.480 euros
Siège social : Tour Initiale – 1 Terrasse Bellini – 92919 Paris la Défense
352 849 327 RCS Nanterre

PROCES VERBAL **DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE** **DU 24 AVRIL 2015**

L'an deux mille quinze,
le vingt-quatre avril,
à neuf heures trente.

Les actionnaires de la société TARKETT, société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 318.613.480 euros, divisé en 63.722.696 actions de 5 euros de valeur nominale chacune, ayant son siège social au 1 Terrasse Bellini – Tour Initiale – 92919 Paris La Défense, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 352 849 327 (ci-après la « **Société** »), se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire, au 57 esplanade du Général de Gaulle – 92081 Paris La Défense, Com' Square (salle Miro), sur convocation qui leur a été faite par le Directoire.

Il a été établi une feuille de présence à laquelle ont été annexés les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires et les formulaires de vote par correspondance ; cette feuille de présence a été émarginée par chaque membre de l'Assemblée en entrant en séance.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Didier Deconinck, en qualité de Président du Conseil de surveillance de la Société.

La Société Investissement Deconinck - SID, représentée par Monsieur Bernard-André Deconinck, et la société KKR International Flooring 2, représentée par Monsieur Josselin de Roquemaurel, actionnaires représentant le plus grand nombre de voix et acceptant ces fonctions, sont appelées comme scrutateurs.

Madame Stéphanie Couture, Directrice juridique de la Société, est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Le Cabinet Mazars, représenté par Madame Juliette Decoux et Monsieur Eric Schwaller, et la société KPMG Audit, représentée par Monsieur Philippe Grandclerc, commissaires aux comptes titulaires, sont présents.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau ainsi constitué, permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent le quorum requis par la loi.

L'Assemblée peut ainsi valablement délibérer et est déclarée régulièrement constituée.

Le Président dépose sur le Bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- la copie de l'avis de réunion valant convocation paru dans le Bulletin d'Annonces Légales Obligatoires du 20 mars 2015,
- la copie de l'avis de convocation paru dans le journal d'annonces légales « Petites Affiches » n°999013 du 8 avril 2015,

- la copie des lettres recommandées avec avis de réception adressées aux commissaires aux comptes le 3 avril 2015.
- la feuille de présence de l'Assemblée ainsi que les pouvoirs des actionnaires représentés et les formulaires de vote par correspondance,

Il dépose également les documents suivants qui vont être soumis à l'assemblée :

- un exemplaire du document de référence de la Société déposé auprès de l'AMF, comprenant notamment :
 - le rapport de gestion du Directoire,
 - le rapport du Directoire sur les résolutions soumises à l'Assemblée,
 - le rapport du Président du Conseil de surveillance,
 - le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux clos le 31 décembre 2014,
 - le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2014,
 - le rapport des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées au 31 décembre 2014,
 - le rapport des commissaires aux comptes sur la délégation relative à l'augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres,
 - le projet des résolutions,
- un exemplaire des statuts à jour,

Le Président déclare que tous les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires devant être communiqués aux actionnaires ont été tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions et que la Société a fait droit, dans les conditions légales aux demandes de communication dont elle a été saisie.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

1^{ère} résolution :

Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2014 ;

2^{ème} résolution :

Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014 ;

3^{ème} résolution :

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et détermination du montant du dividende ;

4^{ème} résolution : Approbation de conventions et engagements visés aux articles L.225-86 et suivants du Code de commerce ;

5^{ème} résolution :

Vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2014 à Monsieur Michel Giannuzzi en sa qualité de Président du Directoire ;

6^{ème} résolution :

Vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2014 à Monsieur Fabrice Barthélemy en sa qualité de membre du Directoire ;

7^{ème} résolution :

Vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2014 à Monsieur Vincent Lecerf en sa qualité de membre du Directoire ;

8^{ème} résolution :

Renouvellement du mandat de Madame Françoise Leroy en sa qualité de membre du Conseil de surveillance ;

9^{ème} résolution :

Renouvellement du mandat de Monsieur Gérard Buffière en sa qualité de membre du Conseil de surveillance ;

10^{ème} résolution :

Nomination de Monsieur Eric La Bonnardière en qualité de membre du Conseil de surveillance en remplacement de Monsieur Jean-Philippe Delsol démissionnaire ;

11^{ème} résolution :

Nomination de Monsieur Nicolas Deconinck en qualité de censeur en remplacement de Monsieur Eric La Bonnardière démissionnaire ;

12^{ème} résolution :

Ratification du transfert du siège social de la Société ;

13^{ème} résolution :

Autorisation à donner au Directoire à l'effet d'opérer sur les actions de la Société ;

14^{ème} résolution :

Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet de décider l'augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres ;

À titre extraordinaire

15^{ème} résolution :

Délégation à donner au Directoire à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues ;

À titre ordinaire

16^{ème} résolution :

Pouvoirs pour les formalités.

Le Président donne ensuite la parole à Monsieur Michel Giannuzzi lequel présente à l'Assemblée les activités et les priorités stratégiques du groupe Tarkett.

Ce dernier donne la parole à Monsieur Fabrice Barthélemy afin qu'il présente les résultats financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2014, ainsi que les résultats financiers du Groupe pour le premier trimestre 2015.

Le Président remercie Messieurs Giannuzzi et Barthélemy pour leurs exposés respectifs et prend la parole aux fins d'exposer la gouvernance du groupe Tarkett.

Le Président donne ensuite la parole à Monsieur Gérard Buffière, membre indépendant du Conseil de surveillance et Président du Comité des nominations et des rémunérations afin qu'il présente la politique de rémunération des membres du Directoire.

Le Président remercie Monsieur Buffière pour sa présentation.

Le Président donne la parole à Monsieur Philippe Grandelerc, commissaire aux comptes, lequel présente à l'Assemblée l'ensemble de ses rapports sur les résolutions présentées.

Enfin, le Président déclare la discussion ouverte.

1^{ère} question :

Il est indiqué en page 218 du Document de référence 2014 que la quatorzième résolution relative à la délégation de compétence à l'effet de décider l'augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres devrait être approuvée dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires. Cette résolution modifiant les statuts, ne devrait-elle pas être de nature extraordinaire ?

Madame Couture indique que le point est pris en considération et qu'il va être vérifié.

Après vérification, il a été répondu que, conformément à l'article L.225-130 du Code de commerce, par exception, les augmentations de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres

sont approuvées dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires.

2^{ème} question :

En page 52 du Document de référence 2014, dans le tableau présentant le détail des rémunérations versées au Directoire, la partie variable de la rémunération des membres du Directoire 2013 ne correspond pas au montant effectivement versé en 2014 pour Messieurs Barthélemy et Giannuzzi, alors que ce montant est identique pour Monsieur Lecerf. Pouvez-vous expliquer cette différence ?

Monsieur Vincent Lecerf, Directeur des ressources humaines, indique que la variation entre les deux montants correspond à des éléments variables versés par anticipation liés à des déplacements à l'étranger. Ce montant dépend du nombre de jours de déplacement à l'étranger pour chaque membre du Directoire mais le montant global effectivement versé en 2014 correspond au montant prévu pour 2013.

3^{ème} question :

En page 179 du document de référence 2014, une erreur de typographie dans le tableau des 5 derniers exercices sur le montant du résultat net social 2013 a été relevée.

Le Président remercie cet intervenant pour sa remarque.

4^{ème} question :

Monsieur le Président du Directoire a attiré l'attention sur la capacité de recyclage des produits Tarkett. Comment cela se passe-t-il en pratique ? Tarkett est-il un fabricant mais aussi un poseur ? Un installateur ?

Monsieur Michel Giannuzzi indique que Tarkett ne pose pas le sol qu'elle produit. La Société travaille avec des entreprises partenaires souvent clientes, qui achètent les produits et se chargent de les poser. Afin de promouvoir le recyclage dans de nombreux pays dont la France, la Société a mis en place un programme consistant à mettre à disposition des poseurs sur les chantiers des bennes de collecte de chute de produits. Ensuite Tarkett récupère ces chutes et les réintègre dans la production de nouveaux produits.

Ces programmes sont plus faciles à mettre en œuvre sur les gros chantiers et à proximité des usines. Toutefois, Tarkett utilise également des partenaires grossistes, qui ont accepté d'entreposer dans leurs locaux des bennes de collecte, dans lesquelles les artisans peuvent rapporter leurs chutes de produits. Tarkett récupère donc par différents moyens les chutes de produits de pose (ainsi que les sols usagés en Amérique du Nord) pour les réintroduire dans la chaîne de production de nouveaux produits.

Monsieur Michel Giannuzzi précise qu'il est bien conscient que la Société ne récupère pas 100% des chutes de produits. La politique de Tarkett est d'inciter ses partenaires à suivre son programme de recyclage, par exemple, par un système de remise de prix. Tarkett souhaite effectuer un programme de sensibilisation générale en déployant au maximum son programme de recyclage auprès de ses entreprises partenaires.

L'objectif de Tarkett est de concevoir des produits recyclables (qui peuvent rentrer dans un nouveau cycle industriel ou dans un cycle biologique en étant biodégradables). Pour certains produits (tels que les revêtements modulaires en vinyle VCT), le taux de produits recyclés incorporés dans la production de nouveaux produits est d'environ 30%, pour d'autres produits (tels que le LVT Luxury Vinyl Tiles aux Etats-Unis), le taux peut atteindre jusqu'à 53%.

5^{ème} question :

Dans la mesure où la Société utilise environ 30% de produits recyclés, est-il plus intéressant de recycler dans des produits neufs de haute qualité ou de s'en servir pour des produits de grande consommation, produits sans durée de vie ?

Aujourd'hui, l'utilisation des produits recyclés n'impacte en rien la qualité du produit final. Il n'y a pas de ségrégation sur l'usage des produits recyclés. La performance technique du produit final sera complètement indépendante du produit recyclé utilisé. En revanche, un tri des produits recyclés est effectué en amont pour éviter d'utiliser des chutes de produits qui comprendraient, par exemple, des phtalates ou des matériaux qui ne correspondraient pas aux exigences qualité de Tarkett, en particulier lorsque les chutes ne sont pas des produits Tarkett.

6^{ème} question :

Y a-t-il une taxe de recyclage sur la moquette par exemple ?

Monsieur Giannuzzi indique qu'à ce jour en France, il n'existe pas de taxe pour les particuliers. En revanche pour les professionnels, il est prévu pour certains projets une taxe particulière pour mise en décharge ou en incinération (pour le DIB – Déchets industriels Banals). Dans le cadre du programme Restart, Tarkett propose la mise à disposition des bennes pour collecter les chutes de revêtements de sols en vinyl issus de la pose, ce qui permet d'éviter aux entreprises de payer la taxe de recyclage.

7^{ème} question :

Pourquoi le paiement du dividende de Tarkett a-t-il lieu en juillet ?

Monsieur Barthélemy indique que la Société doit payer le dividende dans les 9 mois de la décision de versement de dividende. Tarkett a décidé de payer les dividendes en juillet en raison de variation de trésorerie du Groupe plus favorable en juillet.

8^{ème} question :

En terme écologique, quelle est la distance entre le lieu de fabrication et le lieu de vente des produits ?

Monsieur Giannuzzi indique que la stratégie industrielle du Groupe est de trouver le lieu optimum entre le coût de transport et la qualité de services qui en découle, d'un côté, et l'optimisation industrielle, de l'autre. La stratégie de Tarkett est d'avoir en priorité des usines spécialisées par région, ce qui permet d'avoir une « maille » de transport de quelques milliers de kilomètres. Tarkett fabrique en Europe pour le marché européen, aux Etats-Unis pour le marché américain et en Russie pour le marché russe et alentours.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

Première résolution

(Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2014)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise (i) du rapport du Président du Conseil de surveillance, (ii) du rapport du Directoire, (iii) du rapport du Conseil de surveillance, et (iv) du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2014, **approuve** les comptes de l'exercice social clos au 31 décembre 2014 tels qu'ils lui ont été présentés et comportant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, desquels il résulte un bénéfice net comptable d'un montant de 111 147 117 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En application des dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'Assemblée Générale **prend acte** également du fait que le montant global des dépenses et des charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts s'est élevé à 42 481 euros au cours de l'exercice écoulé.

Vote pour : 55.677.134

Vote contre : 0

Abstention : 0

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des actionnaires présents et/ou représentés.

Deuxième résolution

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise (i) du rapport du Président du Conseil de surveillance, (ii) du rapport du Directoire, (iii) du rapport du Conseil de surveillance, et (iv) du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014, **approuve** les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2014 tels qu'ils lui ont été présentés, comportant le bilan, le compte de résultat et l'annexe desquels il résulte un bénéfice net part du Groupe d'un montant de 61 175 000 d'euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Vote pour : 55.677.134

Vote contre : 0

Abstention : 0

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des actionnaires présents et/ou représentés.

Troisième résolution

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et détermination du montant du dividende)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, constatant que les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2014, présente un bénéfice net de 111.147.117 euros, **décide**, sur la proposition du Directoire, d'affecter et de répartir le bénéfice distribuable ainsi qu'il suit :

| | |
|---|--------------------------|
| Montant distribuable au titre de 2014 | |
| Bénéfice de l'exercice | 111.147.117 euros |
| Report à nouveau antérieur | 636.179.695 euros |
| Total | 747.326.812 euros |
| Affectation du bénéfice distribuable | |
| Dividende par actions de 0,38 euro correspondant à un montant total de ⁽¹⁾ | 24.144.942 euros |
| Solde affecté en totalité au compte report à nouveau | 723.181.870 euros |

(1) Le montant total de la distribution visée ci-dessus est calculé sur le fondement du nombre d'actions ouvrant droit à dividende au 31 décembre 2014, soit 63.539.320 actions et pourra varier si le nombre d'actions ouvrant droit à dividende évolue entre le 1er janvier 2015

et la date de détachement du dividende, en fonction notamment du nombre d'actions auto-détenues ainsi que des attributions définitives d'actions gratuites (si le bénéficiaire a droit au dividende conformément aux dispositions des plans concernés).

En conséquence, elle fixe à 0,38 euro par action le dividende afférent à l'exercice clos le 31 décembre 2014 et attaché à chacune des actions y ouvrant droit.

L'Assemblée Générale **précise** que la Société ne percevra pas de dividende au titre des actions qu'elle détiendrait en propre à la date de mise en paiement. Si lors de la mise en paiement du dividende, la Société détenait certaines de ses propres actions, les sommes correspondant aux dividendes non versés à raison de ces actions seraient affectées au compte « Report à nouveau ». En conséquence, l'Assemblée Générale donne mandat au Directoire pour ajuster, le cas échéant, le montant définitif de la distribution effective et le montant définitif du report à nouveau.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que ce dividende est éligible, lorsqu'il est versé à des actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à l'abattement de 40 % prévu par le 2° du 3. de l'article 158 du même Code. Par ailleurs, il est rappelé que depuis le 1^{er} juillet 2012 le montant des prélèvements sociaux sur les distributions de dividendes est porté à 15,5%.

| | Année de mise en distribution | | |
|---------------------------------------|-------------------------------|---------------------------|----------------------|
| | 2014 | 2013 ⁽¹⁾ | 2012 |
| Dividende total (en millions d'euros) | 39,5 ⁽¹⁾ | 124,80 ^{(1) (2)} | 0 ^{(1) (2)} |
| Dividende net par action (en euros) | 0,62 | 2,00 ⁽³⁾ | 0 |

⁽¹⁾ Les montants présentés dans le tableau représentent le montant total de dividendes après déduction des actions d'autocontrôle détenues par Tarkett GDL et d'autodétention détenues par la Société.

⁽²⁾ Le montant total de dividendes s'est élevé à 130,0 millions d'euros. Le montant présenté dans le tableau représente le montant total après déduction de la part de dividendes versés à Partholdi, société fusionnée dans la société Tarkett en novembre 2013.

⁽³⁾ Le dividende net par action prend en considération la division par quatre (4) du nominal dans le cadre de la réorganisation préalable à l'introduction en bourse de la Société survenue le 21 novembre 2013, qui a eu pour effet de multiplier par quatre le nombre d'actions ordinaires existantes de la Société.

Le dividende sera détaché de l'action à l'issue de la journée comptable du 3 juillet 2015. Le dividende sera mis en paiement à compter du 8 juillet 2015.

Vote pour : 55.677.134

Vote contre : 0

Abstention : 0

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des actionnaires présents et/ou représentés.

Quatrième résolution

(Approbation de conventions et engagements visés aux articles L.225-86 et suivants du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements soumis aux dispositions des articles L.225-86 et suivants du Code de commerce, **approuve**, conformément à l'article L.225-88 du Code du commerce, ce rapport dans toutes ses dispositions ainsi que les conventions conclues ou qui se sont continuées au cours de l'exercice social clos le 31 décembre 2014 préalablement autorisées par le Conseil de surveillance de la Société.

Vote pour : 50.048.899

Vote contre : 5.628.173

Abstention : 62

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des actionnaires présents et/ou représentés.

Cinquième résolution

(Vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à Monsieur Michel Giannuzzi en sa qualité de Président du Directoire)

L'Assemblée Générale, consultée en application de la recommandation du paragraphe 24.3 du Code de gouvernement d'entreprise Afep-Medef de juin 2013, lequel constitue le code de référence de la Société en application de l'article L.225-68 du Code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, **émet un avis favorable** sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à Monsieur Michel Giannuzzi tels que figurant dans le document de référence 2014.

Vote pour : 49.600.571

Vote contre : 6.076.563

Abstention : 0

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des actionnaires présents et/ou représentés.

Sixième résolution

(Vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à Monsieur Fabrice Barthélemy en sa qualité de membre du Directoire)

L'Assemblée Générale, consultée en application de la recommandation du paragraphe 24.3 du Code de gouvernement d'entreprise Afep-Medef de juin 2013, lequel constitue le code de référence de la Société en application de l'article L.225-68 du Code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, **émet un avis favorable** sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à Monsieur Fabrice Barthélemy tels que figurant dans le document de référence 2014.

Vote pour : 55.100.268

Vote contre : 576.866

Abstention : 0

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des actionnaires présents et/ou représentés.

Septième résolution

(Vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à Monsieur Vincent Lecerf en sa qualité de membres du Directoire)

L'Assemblée Générale, consultée en application de la recommandation du paragraphe 24.3 du Code de gouvernement d'entreprise Afep-Medef de juin 2013, lequel constitue le code de référence de la Société en application de l'article L.225-68 du Code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, **émet un avis favorable** sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à Monsieur Vincent Lecerf tels que figurant dans le document de référence 2014.

Vote pour : 55.100.268

Vote contre : 576.866

Abstention : 0

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des actionnaires présents et/ou représentés.

Huitième résolution

(Renouvellement du mandat de Madame Françoise Leroy en sa qualité de membre du Conseil de surveillance)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et constatant que le mandat de Madame Françoise Leroy arrive à échéance, **décide** de renouveler le mandat de Madame Françoise Leroy en qualité de membre du Conseil de surveillance pour une durée de quatre (4) années soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer, en 2019, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Madame Françoise Leroy a fait savoir qu'elle accepterait, par avance, le renouvellement de son mandat au cas où il serait décidé par la présente Assemblée et qu'elle n'exerçait aucune fonction et n'était frappée d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Vote pour : 55.616.353

Vote contre : 60.781

Abstention : 0

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des actionnaires présents et/ou représentés.

Neuvième résolution

(Renouvellement du mandat de Monsieur Gérard Buffière en sa qualité de membre du Conseil de surveillance)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et constatant que le mandat de Monsieur Gérard Buffière arrive à échéance, **décide** de renouveler le mandat de Monsieur Gérard Buffière en qualité de membre du Conseil de surveillance pour une durée de quatre (4) années soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer, en 2019, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Monsieur Gérard Buffière a fait savoir qu'il accepterait, par avance, le renouvellement de son mandat au cas où il serait décidé par la présente Assemblée et qu'il n'exerçait aucune fonction et n'était frappé d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Vote pour : 55.616.253

Vote contre : 60.719

Abstention : 162

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des actionnaires présents et/ou représentés.

Dixième résolution

(Nomination de Monsieur Eric La Bonnardière en qualité de membre du Conseil de surveillance en remplacement de Monsieur Jean-Philippe Delsol démissionnaire)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, de la lettre de démission de ses fonctions de membre du Conseil de surveillance remise par Monsieur Jean-Philippe Delsol et de la lettre de démission de ses fonctions de censeur de Monsieur Eric La Bonnardière sous condition suspensive de sa nomination en qualité de membre du Conseil de surveillance, **décide** de nommer

Monsieur Eric La Bonnardière en qualité de membre du Conseil de surveillance pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer, en 2018, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Monsieur Eric La Bonnardière a fait savoir par avance, dans la lettre de démission de ses fonctions de censeur remise à la Société, qu'il accepterait sa nomination en qualité de membre du Conseil de surveillance au cas où il serait décidé par la présente Assemblée et qu'il n'exerçait aucune fonction et n'était frappé d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

L'Assemblée Générale remercie Monsieur Jean-Philippe Delsol pour les services rendus à la Société.

Vote pour : 55.580.433

Vote contre : 96.639

Abstention : 62

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des actionnaires présents et/ou représentés.

Onzième résolution

(Nomination de Monsieur Nicolas Deconinck en qualité de censeur en remplacement de Monsieur Eric La Bonnardière démissionnaire)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, de la démission de ses fonctions de censeur de Monsieur Eric La Bonnardière sous condition suspensive de sa nomination en qualité de membre du Conseil de surveillance et de l'adoption de la dixième résolution ci-dessus, **décide** de nommer Monsieur Nicolas Deconinck en qualité de Censeur pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer, en 2017, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Monsieur Nicolas Deconinck a fait savoir qu'il accepterait, par avance, sa nomination en qualité de censeur au cas où il serait décidé par la présente Assemblée et qu'il n'exerçait aucune fonction et n'était frappé d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Vote pour : 49.923.744

Vote contre : 5.753.390

Abstention : 0

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des actionnaires présents et/ou représentés.

Douzième résolution

(Ratification du transfert du siège social de la Société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, et de la décision du Conseil de surveillance en date du 18 février 2015, **ratifie** le transfert du siège social du 2 rue de l'Égalité – 92000 Nanterre à la Tour Initiale – 1 Terrasse Bellini – 92919 Paris la Défense et la modification corrélative de l'article 4 des statuts.

Vote pour : 55.677.134

Vote contre : 0

Abstention : 0

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des actionnaires présents et/ou représentés.

Treizième résolution

(Autorisation à donner au Directoire à l'effet d'opérer sur les actions de la Société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, **autorise** le Directoire avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, à acheter ou faire acheter des actions de la Société en vue :

- de l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce ; ou
- de l'attribution gratuite d'actions à des salariés ou mandataires sociaux de la Société ou d'une entreprise associée (et notamment les filiales directes ou indirectes de la Société) au titre de tout plan ne relevant pas des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, et notamment au titre de plans intitulés « Long Term Incentive Plan » ; ou
- de l'annulation des titres ainsi rachetés et non attribués ; ou
- de l'animation du marché secondaire ou de la liquidité de l'action Tarkett par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers.

Les achats d'actions de la Société pourront porter sur un nombre d'actions tel que :

- le nombre d'actions que la Société achète pendant la durée du programme de rachat n'excède pas 10% des actions composant le capital de la Société, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente assemblée générale (ce nombre était de 6.372.269 actions au 31 décembre 2014), étant précisé que lorsque les actions sont rachetées pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % prévue au premier alinéa correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation ;
- le nombre d'actions que la Société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas 10% des actions composant le capital de la Société à la date considérée.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourront être faites à tout moment dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur à l'exclusion des périodes d'offre publique sur le capital de la Société et par tous moyens, sur les marchés réglementés, des systèmes multilatéraux de négociations, auprès d'internalisateurs systématiques ou conclus de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs (sans limiter la part du programme de rachat pouvant être réalisée par ce moyen), par offre publique d'achat ou d'échange, ou par utilisation de mécanismes optionnels ou autres instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés, des systèmes multilatéraux de négociations, auprès d'internalisateurs systématiques ou conclus de gré à gré ou par remise d'actions consécutive à l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société par conversion, échange, remboursement, exercice d'un bon ou de toute autre manière, soit directement soit indirectement par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant dans les conditions du II de l'article L.225-206 du Code de commerce.

Le prix maximum d'achat des actions dans le cadre de la présente résolution est fixé à un prix égal à 60 euros.

L'Assemblée Générale **délègue** au Directoire, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du

capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat maximum susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant global affecté au programme de rachat d'actions ci-dessus autorisé ne pourra être supérieur à 15 millions d'euros.

L'Assemblée Générale **confère** tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, pour en préciser, si nécessaire, les termes et en arrêter les modalités, pour réaliser le programme d'achat, et notamment pour passer tout ordre de bourse, conclure tout accord, affecter ou réaffecter les actions acquises aux objectifs poursuivis dans les conditions légales et réglementaires applicables, fixer les conditions et modalités suivant lesquelles sera assurée, s'il y a lieu, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou d'options, en conformité avec les dispositions légales, réglementaires ou contractuelles, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et de toute autre autorité compétente et toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

Cette autorisation prive d'effet, à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure donnée au Directoire à l'effet d'opérer sur les actions de la Société. Elle est donnée pour une période de dix-huit mois à compter de ce jour.

Vote pour : 55.334.005

Vote contre : 343.129

Abstention : 0

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des actionnaires présents et/ou représentés.

Quatorzième résolution

(Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet de décider l'augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, et conformément aux dispositions de l'article L. 225-130 du Code de commerce,

délègue au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social en une ou plusieurs fois dans la proportion et aux époques qu'il appréciera par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible, sous forme d'émission de titres de capital nouveaux ou de majoration du montant nominal des titres de capital existants ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés. Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées à ce titre ne pourra dépasser cinquante millions (50.000.000) d'euros ou équivalent en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies ;

en cas d'usage par le Directoire de la présente délégation de compétence, **délègue** à ce dernier tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de :

- fixer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital, fixer le nombre de titres de capital nouveaux à émettre et/ou le montant dont le nominal des titres de capital existants sera augmenté, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les titres de capital nouveaux porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du nominal des titres de capital existants portera effet ;
- décider, en cas de distributions de titres de capital gratuits :

- que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les titres de capital correspondants seront vendus ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits dans les conditions prévues par la loi et la réglementation ;
- que les actions qui seront attribuées en vertu de cette délégation à raison d'actions anciennes bénéficiant du droit de vote double bénéficieront de ce droit dès leur émission ;
- déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions ou de titres de capital, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividendes, réserves ou primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres ou sur le capital (y compris en cas d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle), et fixer toutes autres modalités permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire) ;
- constater la réalisation de chaque augmentation de capital et de procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
- d'une manière générale, passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ;

Cette délégation est donnée pour une période de vingt-six mois à compter de ce jour.

Vote pour : 54.316.592

Vote contre : 1.360.542

Abstention : 0

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des actionnaires présents et/ou représentés.

Quinzième résolution

(Délégation à donner au Directoire à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, **autorise** le Directoire à réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il décidera, par annulation de toute quantité d'actions auto-détenues qu'il décidera dans les limites autorisées par la loi, conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et L. 225-213 du même Code.

Le nombre maximum d'actions pouvant être annulées par la Société pendant une période de vingt-quatre mois en vertu de la présente autorisation est de dix pourcent (10%) des actions composant le capital de la Société à quel que moment que ce soit, étant rappelé que cette limite s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à la présente Assemblée Générale.

Cette autorisation est donnée pour une période de vingt-six mois à compter de ce jour.

L'Assemblée Générale **confère** tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de délégation, pour réaliser la ou les opérations d'annulation et de réduction de capital qui pourraient être réalisées en vertu de la présente autorisation, modifier en conséquence les statuts et accomplir toutes formalités.

Vote pour : 55.677.134

Vote contre : 0

Abstention : 0

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des actionnaires présents et/ou représentés.

Seizième résolution

(Pouvoirs pour les formalités)

L'Assemblée Générale **confère** tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des délibérations de la présente Assemblée Générale, à l'effet d'effectuer tous dépôts, formalités et publications requis par la loi.

Vote pour : 55.677.134

Vote contre : 0

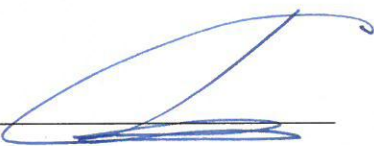
Abstention : 0

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité des actionnaires présents et/ou représentés.

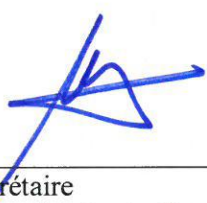
*
* * *

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 16h30.


De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, lequel après lecture, a été signé par le Président, le secrétaire de séance et les scrutateurs.




Le Président
Monsieur Didier Deconinck



La secrétaire
Madame Stéphanie Couture



Scrutateur
Société Investissement Deconinck – SID
Représentée par Monsieur Bernard-André
Deconinck



Scrutateur
KKR International Flooring 2
Représentée par Monsieur Josselin de
Roquemaurel